

Jérôme, notre ami, reçoit un gros salaire :
Le tarif s'est doublé du temps supplémentaire,
L'argent dans son gousset tinte son joyeux son :
Il achète une robe en gagnant sa maison
Il cache sous son bras un grand polichinelle ;
L'enfant sera joyeux ! La femme sera belle !
Et le cœur battant fort, le front tout ruisselant,
Il arrive chez lui, pose tout l'argent blanc
Sur la table dressée :

—Allons, la ménagère !
Dit-il, un bon baiser ! car la vie est légère !
Et tu te bras brave ! Et demain, triomphants,
Nous irons au théâtre avec les deux enfants !
Les plaisirs sont doublés alors qu'on les partage !

Où d'inc. Où cause. On est plein d'amour, de courage,
On parle d'avenir : l'ouvrier quelque jour
Deviendra contre-maître, et puis maître à son tour !
Ses enfants apprendront plus que lui ; car l'étude
Fait l'ouvrier artiste et la tâche moins rude.
Il veut les voir heureux, dans l'honnête milieu
Où les plaça la main paternelle de Dieu.
Puis, voyant endormis dans leur couchette blanche
Ses chers petits, il dit :

—On parle de revanche !
Elle dépend de nous, la vraie ! A celles-là
Chacun de nous se doit consacrer ; la voilà !
Purifier son cœur des levains et de la haine ;
Car le bien ne jaillit que d'une âme sereine.
S'instruire ! La science est le divin rayon
Qui change en manteau d'or le plus pauvre rayon.
Travailler : le travail est l'ouvrage universelle.
Nul de nous n'a le droit de s'y montrer rebelle ;
Puis dilater son cœur vers le bien, vers le beau.
Ne point fouiller en bas, comme on creuse un tombeau,
Mais, semblable au marin que guident les étoiles,
A la brise du ciel livrer toutes ses voiles !
Borner son horizon à son foyer étroit ;
Donner à qui n'a rien, et payer ce qu'on doit ;
Songer qu'on a toujours pour soi la Providence,
Enfin, chérir les siens plus que tout...

Hors la France !

RAOUL DE NAVERY.

EDUCATION.

Discours de Mgr. Dupanloup sur l'éducation.

(Prononcé à l'Assemblée de Versailles le 4 décembre 1874.)

(Suite et fin)

Ainsi, voilà trois mille jeunes gens envoyés avec confiance par leurs familles sur le pavé de Paris et qui ne peuvent entrer dans leurs cours, qui demeurent à la porte, dans la rue, sur la place publique, où ils reçoivent des enseignements qui ne valent pas ceux que leur donneraient leurs professeurs, s'ils pouvaient les écouter.

Messieurs, c'est une effroyable misère, et remarquez que ce n'est pas là seulement, car il n'est pas question, comme le disait, avec un bon sens profond et un esprit supérieur, M. le général Changarnier à Bordeaux : Il n'est pas question de sonner des fanfares. L'enseignement primaire est dans un état aussi pitoyable. A Paris, votre grande ville, votre capitale, votre tout, votre Paris, vous aviez, il y a dix-huit mois, quatre-vingt mille enfants qui ne pouvaient trouver place dans les écoles primaires et qui étaient condamnés à rester dans la rue, à la porte des écoles. A Marseille, il en est de même ; dans d'autres grandes villes, de même. Voilà pourquoi je regrette profondément que la loi sur l'instruction primaire à laquelle nous avons travaillé et qui pourrait remédier à ces maux, — je l'affirme et je le démontrerai si cette loi vient à l'ordre du jour comme je le désire et le demande... — voilà pourquoi je déplore qu'elle ne soit pas encore faite.

M. Paul Bert n'est pas le seul à gémir sur la détresse de l'enseignement supérieur. M. Jules Simon, dans un discours célèbre prononcé à la Sorbonne, il y a deux ans, a déploré, lui aussi, que les bibliothèques, les collections, les laboratoires, les traitements même des professeurs, que tout cela fût misérable ; et dans ce que ces deux messieurs nous ont appris, il y a un fait extrêmement curieux, extrêmement instructif, c'est qu'en 1872 la France a dépensé pour ses facultés des lettres, pour ses facultés des sciences, pour ses facultés de droit et de médecine une somme de 86,311 fr. ! Voilà l'effort, le grand effort que la France a fait ! Ah ! messieurs, vous avez besoin, laissez-moi vous le dire, de la liberté d'enseignement, vous avez besoin de tous les efforts, de tous les concours, vous n'êtes pas assez forts pour vous passer du secours de vos frères !

Je répondrai à ces deux messieurs qu'il y a dans notre enseignement supérieur d'autres souffrances que celles qu'ils ont signalées.

L'argent manque, dit-on ; je crois qu'un jour ou l'autre la commission du budget s'exécutera, et qu'elle pourra vous donner des chaires, des locaux suffisants, des bibliothèques, des collections scientifiques, des cabinets, des laboratoires et même des traitements. Mais le budget tout puissant qu'il est, n'aura pas la puissance de vous donner des professeurs, ceux du moins qui vous manquent, quoique les chaires soient là.

Écoutez ce que vous disais naguère un ministre de l'instruction publique :

« En France, à côté des professeurs éloquents, qui attirent les auditeurs par centaines autour de leur chaire, nous possédons d'illustres savants dont quelques-uns n'ont pas plus de disciples en état de continuer un jour leur enseignement que de critiques autorisés à en signaler les lacunes ou les erreurs ; et il est telle chaire qui court le risque d'être inoccupée, parce que l'étude qu'on y poursuit comptera trop peu de représentants pour fournir un successeur à l'homme éminent qui en sera descendu. »

Vous voyez, messieurs, où nous en sommes. Comment le budget donnera-t-il un successeur à M. Cuvier, un successeur à M. Champollion, un successeur à M. Bur nouf ? Cela ne se peut pas. Il faut les demander à une autre vertu qu'au budget, il faut les demander au dévouement, il faut les demander à la liberté, à la concurrence, à l'émulation.

Je suppose que par des efforts généreux, — et les hommes de l'université en sont parfaitement capables, je ne connais pas d'hommes qui soient plus dévoués au travail, plus infatigables — je suppose que par des efforts extraordinaires ils vous donneront les professeurs qui vous manquent. Vous aurez des professeurs, mais aurez-vous des élèves ? Hier, vous nous avez déclaré que non. Il y a des professeurs, il y a des chaires, il n'y a pas d'élèves !

Messieurs, tout cela est triste à dire, et ceux qui croiraient que je ne souffre pas profondément en le disant ne me connaîtraient guère. J'ai passé ma vie à aimer la jeunesse studieuse ; je dis la jeunesse studieuse et non pas séduiteuse. J'ai passé ma vie à aimer, à admirer la France ; j'ai le goût de l'admiration ; rien n'est plus doux pour moi que d'admirer, et venir à la fin de ma vie déplorer les maux que nous déplorons tous, cela est très amer, croyez-moi.

Le fait, la vérité, c'est que les élèves mêmes manquent. Il y a une flamme qui ne circule pas plus : que voulez-vous que je vous dise ? Cette flamme, vous l'avez éteinte.

Plusieurs membres à gauche. — Qui, vous ? Qui ?

Mgr. Dupanloup. — La Révolution !

Oui, la Révolution, quand elle a détruit vingt-trois universités libres, indépendantes, qui existaient sur le sol de la France, quand elle a renversé l'Académie française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des sciences !